



Compte-rendu de la journée du 26 mai 2009

9h30 : Petit déjeuner - Assemblée générale

Avant d'avaler les coulevres de notre Direction, les agents ont pu se sustenter de façon plus satisfaisante en salle Closon. Au cours de ce petit déjeuner, l'intersyndicale et le CDSP ont fait un court CR de la réunion de la veille avec la Direction. JP Cotis, fidèle à sa réputation de prestidigitateur, nous a sorti un joli lapin de son chapeau : plus besoin de rehaussement du plafond d'emploi, nous utiliserons les vacances de poste. C'est quoi les vacances de poste ? C'est pour éviter que le plafond (d'emploi) nous tombe sur la tête...

10 h 45 : Envahissement du comité de direction

Suite à la décision de l'AG du jeudi 14 mai 2009, le personnel, 200 personnes environ, a envahi le comité de direction du 26 mai 2009 afin d'obtenir des informations sur l'état du dossier du projet de délocalisation à Metz. Nos demandes étaient d'obtenir le volet financier en cours de négociation, d'avoir notamment des explications sur les reculs de la direction par rapport à ce qu'elle considérait comme des conditions nécessaires à la délocalisation : le rehaussement temporaire du plafond d'emploi, la construction d'un bâtiment neuf, par exemple.

Cet envahissement a été symboliquement marqué par le dépôt de publications sur la table du comité directeur et des lâchers de ballons portant des slogans contre la délocalisation, afin de signifier les menaces pesant sur la production statistique, la dispersion des savoir-faire, le démantèlement du service statistique public. JP Cotis a répondu très sommairement à nos questions, sans en dire beaucoup plus que la veille lors de la réunion avec le CDSP et l'intersyndicale : « Nous faisons tout pour que la délocalisation se fasse avec des mesures appropriées, vous pourrez juger lorsque ces mesures seront annoncées. » La question de stopper le projet a été posée : la réponse donnée est que « la décision a été prise. » Le directeur a « noté l'inquiétude des personnels » et il « la comprend. » Il ne semble pas hélas qu'il la partage vraiment.



Face à l'impossibilité d'avoir des informations plus précises, le personnel a quitté la salle. Le comité de direction a dû poursuivre sa réunion au milieu des ballons et des piles de publications.

Pendant ce temps...

Les utilisateurs de www.insee.fr auront pu méditer la maxime apparaissant ici ou là sur le site : « Délocaliser nuit gravement à la qualité de la statistique publique. » Et les agents de la DG auront peut-être souffert à certains moments de bas dans les débits, préfiguration d'une dégradation du service que provoquerait un déménagement inutile.

11 h 30 : Conférence de presse

Trois journalistes (AFP, Marianne, Le Monde) ont été reçus, ils se sont montrés très demandeurs d'informations sur les raisons du mouvement et les derniers événements. Voici le communiqué de presse qui a été adressé aux media :

Les personnels de la statistique publique sont toujours en lutte contre le projet de délocalisation à Metz qui menace la statistique publique. Ils s'associent ce 26 mai 2009 à la journée interprofessionnelle en organisant des AG, des rassemblements, des perturbations de service.

Après plusieurs mois d'incertitude, le dossier budgétaire du projet de délocalisation sera bientôt examiné par le Premier ministre. Plusieurs rencontres ont été nécessaires aux personnels en lutte pour obtenir ce simple élément d'information. En effet, la direction de l'Insee refuse toujours de communiquer le volet budgétaire de son projet.

Le rapport Cotis-Duport signalait en décembre dernier la nécessité de moyens budgétaires importants afin que le projet n'aboutisse pas à un échec. Ce coût, chiffré par les personnels de la statistique publique et non démenti, se monterait à plus de 200 millions d'euros.

- *Le 14 mai le cabinet de Mme Lagarde a reçu les organisations syndicales et Comités de défense de la statistique publique : il n'a voulu dévoiler aucun élément budgétaire.*
- *Le 25 mai le directeur général a reçu ces mêmes représentants, et a déclaré que la négociation budgétaire était en train de se dérouler avec le cabinet du Premier ministre. Une décision dont il n'a pu préciser la teneur (positive ou négative ?) serait annoncée d'ici trois semaines.*

Les organisations syndicales et le Comité de Défense de la Statistique Publique estiment que le coût exorbitant de la délocalisation explique la difficulté pour le gouvernement d'annoncer un déblocage de telles sommes, dans un contexte de crise très tendu, alors que la délocalisation n'apporterait ni économie, ni amélioration du service public.

Par ailleurs, lors des entretiens avec le cabinet de Mme Lagarde et la direction de l'Insee, il nous est apparu qu'un certain nombre de conditions jugées nécessaires par MM. Cotis et Duport pour la réussite de ce projet ne seront pas remplies :

- *les emplois supplémentaires nécessaires pour la période de montée en charge du futur pôle messin ne seront pas attribués. La statistique publique sera logée à la même enseigne que le reste de la fonction publique : un départ à la retraite sur deux non remplacé. Pourtant, du fait d'une pyramide des âges déséquilibrée, à l'Insee 1 500 personnes vont partir à la retraite dans les cinq années à venir sur 6 000 agents ;*
- *du fait du faible nombre de volontaires dans ce genre d'opération, l'essentiel des effectifs sortira des concours ou des écoles de formation de la statistique publique : comment produire des statistiques de qualité avec un personnel novice ? ;*
 - *d'un centre unique, neuf, au cœur de la ville de Metz et à proximité de la gare TVG, nous nous acheminons vers des locaux déjà existants, sûrement dispersés et plutôt en périphérie ;*
 - *la question du reclassement des personnes qui ne souhaiteraient pas partir à Metz n'a toujours pas été abordée alors que le rapport préconisait la nécessité pour ces personnes de l'assurance de retrouver un emploi dans des conditions satisfaisantes.*

Comble de ce projet, de nombreux emplois délocalisés proviendront de villes aussi touchées par la réforme de la carte militaire : ainsi Aix verra son centre informatique disparaître alors que la région va perdre plus de 1 000 postes de militaires...